

V I L L E D E  
G E N È V E



## Note au CONSEIL ADMINISTRATIF

POUR LA SEANCE  
DU 22 JUILLET 2020

Genève, le 16 juillet 2020

### **Implantation multi-site de pavillons scolaires provisoires pour la rentrée scolaire 2022 et 2023**

Monsieur le Maire,  
Madame la Conseillère administrative,  
Monsieur le Conseiller administratif,

En début d'année 2020, le Service des écoles et institutions pour l'enfance (ECO) a réalisé, en collaboration avec le Service de l'urbanisme (URB) et la Direction du patrimoine bâti (DPBA), un rapport sur l'état des besoins scolaires et parascolaires pour les années 2020 à 2027.

Ce rapport, explique les causes de l'augmentation des effectifs scolaires et parascolaires et les conséquences liées en termes de besoins en locaux supplémentaires dans les écoles. Dans une deuxième partie, un état des lieux, secteur par secteur, sera formalisé et les solutions envisagées seront proposées dans le cadre d'une planification.

Le 4 mars 2020 le Conseil Administratif a pris acte de l'urgence de la situation, a validé les éléments de planification contenus dans le rapport et a chargé les services compétents d'élaborer dans les plus brefs délais les demandes de crédit nécessaires à l'installation de pavillons provisoires et à la transformation de locaux scolaires et parascolaires.

Les chiffrages en lien avec ces besoins ont été intégrés au 16<sup>ème</sup> PFI. (Les montants pour les pavillons scolaires restent à confirmer. La mise en œuvre dans l'urgence peut générer des coûts supplémentaires non négligeables).

La situation d'urgence est telle que si nous ne prenons pas des mesures immédiates, la Ville de Genève ne sera pas à même d'assumer ses obligations légales dès la rentrée scolaire de septembre 2022. Les enfants ne pourront pas être scolarisés dans une école proche de leur domicile. De plus, il n'y a plus suffisamment de places dans d'autres écoles voisines pour les répartir et les accueillir s'ils devaient être déplacés.

Aussi, et dès notre prise de fonction, Madame Frédérique Perler et moi-même avons chargé nos services respectifs **ECO, URB et DPBA, d'élaborer conjointement un scénario d'implantation de pavillons provisoires dans les secteurs prioritaires**, définis dans le

rapport sur la planification scolaire. La présente note est le résultat de ce travail. Les délais sont très serrés mais s'ils sont respectés, la Ville devrait être en mesure de répondre aux obligations légales qui incombent aux communes en matière d'accueil des enfants sur le temps scolaire et parascolaire.

Cette première phase répond à l'urgence pour la rentrée scolaire de 2022 et 2023. La stratégie d'implantation a tenu compte à la fois :

- des besoins de l'enfant et des familles,
- de la faisabilité constructive,
- des besoins en locaux pour le maintien du programme pédagogique attendu par le DIP,
- des besoins en locaux parascolaires.

Sur le point des locaux scolaires, le service ECO rencontrera prochainement le DIP pour avaliser les solutions et en particulier celle où la capacité d'accueil du nouveau groupe scolaire de Trembley doit déroger au règlement relatif aux constructions, à la rénovation et à la transformation des locaux de l'enseignement primaire (C.1.10.11) en vigueur.

### **1. Analyse des secteurs et propositions pour l'installation de pavillons provisoires**

Pour répondre aux besoins identifiés pour la rentrée 2022 et 2023, une analyse multicritères a été menée par URB, DPBA et ECO dans le but d'évaluer les possibilités d'installer des pavillons provisoires pour augmenter la capacité d'accueil des secteurs concernés par une augmentation des effectifs scolaires. Les sites ont été retenus sur la base d'une évaluation multicritères, visant notamment à :

- S'assurer de la disponibilité, de la maîtrise foncière et de la constructibilité de site (l'affectation du terrain),
- Vérifier la faisabilité des travaux (procédure d'élaboration de PLQ, végétation, contraintes liées aux chantiers, accès et réseaux, etc...),
- garantir un temps de déplacement raisonnable selon le groupe d'âges des élèves,
- bénéficier des synergies en utilisant les équipements déjà en place dans les écoles existantes (salle de gymnastique, atelier du livre,...).

L'installation de pavillons provisoires permettra de répondre aux besoins confirmés à court et à moyen terme et d'assurer la transition nécessaire jusqu'à la construction des deux nouvelles écoles prévues dans le quartier du Mervelet et de la Petite-Boissière, et de la rénovation-extension de l'école du Liotard.

Nous envisageons une polyvalence d'usage dans les salles d'études pour répondre aux besoins scolaires et parascolaires.

## **A. Rentrée scolaire 2022**

Les deux secteurs les plus touchés par l'augmentation des effectifs scolaires et pour lesquels des mesures d'urgences doivent être entreprises, sont les secteurs :

- « Cité/Eaux Vives »
- « Bouchet Moillebeau »

### **Secteur scolaire 1 : Cité / Eaux-Vives**

#### **Besoins exprimés par ECO : 6 salles d'études (classes)**

L'évaluation des sites scolaires dans le secteur « Cité / Eaux-Vives » a permis de retenir **l'école des Allières** comme étant le site le plus adapté pour accueillir des pavillons provisoires.

#### **Mesure :**

Ecole des Allières : mise à disposition de 6 salles d'études.

#### Contraintes foncières et localisation :

Le terrain est propriété de la Ville de Genève. Situé sur le site de l'école, il permet une synergie avec les installations existantes.

#### Durée des pavillons provisoires :

La livraison d'une nouvelle école à la Petite-Boissière vers 2035 permettra de supprimer les pavillons provisoires et de répondre aux besoins scolaires du secteur.

### **Secteur scolaire 7 : Bouchet / Moillebeau**

#### **Besoins exprimés par ECO : 12 salles d'études (classes)**

L'évaluation des sites scolaires dans le secteur «Bouchet / Moillebeau » a permis de retenir **l'école de Trembley**, comme étant le site le plus adapté pour accueillir des pavillons provisoires.

#### Mesure :

Ecole de Trembley : mise à disposition de 12 salles d'études.

#### Contraintes foncières et localisation :

Les pavillons provisoires seront situés en zone 5 comme les pavillons provisoires actuellement installés. Une dérogation devra être demandée au Département du Territoire.

#### Durée des pavillons provisoires :

La livraison 2026-2027 d'une nouvelle école au Mervelet doit permettre de supprimer les pavillons provisoires et de répondre aux besoins scolaires du secteur.

## **B. Rentrée scolaire 2023**

Dans le secteur «Saint-Jean/Charmilles », des pavillons provisoires sont nécessaires pour la rentrée scolaire 2023, et cela pour 2 raisons :

- Premièrement, pour répondre à l'augmentation des effectifs ;
- Deuxièmement, pour libérer l'école du Liotard pendant les travaux de rénovation et d'extension.

### **Secteur 5 : Saint-Jean / Charmilles**

#### **Besoins exprimés par ECO : 24 salles d'études (classes)**

L'évaluation des sites scolaires dans le secteur «Saint-Jean/Charmille » a permis de retenir **l'école de Vieuzeux et l'école des Franchises** comme étant les sites les plus adaptés pour accueillir des pavillons provisoires.

#### Mesures :

Ecole de Vieuzeux : mise à disposition de 12 à 16\* salles d'étude. (\* potentiel à confirmer)

Ecole des Franchises : mise à disposition de 12 salles d'étude.

#### Contraintes foncières et localisation :

Ecole de Vieuzeux : implantation sur le site de l'école, propriété de la Ville de Genève, en zone de développement 3. Une demande de cession est en cours auprès de la SCGH pour une mise à disposition du terrain en 2022 au plus tard. Ce terrain est situé dans un périmètre d'utilité publique inscrit dans le PLQ 29'950 Vieuzeux-Villard-Franchises.

Ecole des Franchises : implantation sur le site de l'école, propriété de la Ville de Genève, en zone de développement 3. Le terrain est situé dans un périmètre d'utilité publique inscrit dans le PLQ 29'950 Vieuzeux-Villard-Franchises.

### Durée des pavillons provisoires :

La livraison de l'école du Liotard rénovée et agrandie de 8 salles d'étude pour la rentrée scolaire 2026 permettra de supprimer les pavillons provisoires et de répondre aux besoins scolaires du secteur.

## **2. Mise en œuvre des mesures d'urgences**

Il a été précisé par le DACM que le respect de ce délai extrêmement court pour la mise à disposition des salles d'études pour la rentrée 2022/2023 implique un certain nombre de prises de risques de la part de toutes les parties prenantes, à savoir :

### - des risques de coûts :

- sans crédit d'études préalables il n'est pas possible de maîtriser tous les enjeux des sites : qualité des terrains, difficultés de raccordement aux réseaux, reprise nécessaires des préaux, etc.
- les contraintes légales imposables : exigences des services cantonaux de l'énergie et de la police du feu, etc.
- la concurrence des marchés publics : risques de recours avec effets suspensifs, contraintes de temps limité qui aboutit souvent à des adjudications plus élevées, etc.
- contraintes des plannings : des contraintes de planning de chantier génèrent généralement des surcoûts.

### - des risques de qualité :

- le manque de temps limite l'optimisation des conditions de mise en œuvre des constructions.
- le choix d'une adjudication clef en main laisse moins de marge de manœuvre au maître d'ouvrage dans les choix qualitatifs.

### - un risque de délai :

- puisqu'il ne peut être garanti que toutes les démarches nécessaires au respect de la planification puissent être réalisées dans les temps impartis : retard dans l'obtention du crédit de réalisation, durée de traitement de la requête en autorisation de construire, difficulté lors des appels du processus d'appel d'offre, contrainte météorologique, dérogations en matière de zone pour le site de Trembley, etc.

La mise en place de pavillons provisoires, pour la rentrée scolaire 2022, sur les sites retenus de l'école de Trembley, des Allières et sur les sites de Vieusseux et Franchises pour la rentrée scolaire 2023, est envisageable uniquement si le Conseil administratif accepte que le DACM mène ces opérations urgentes en n'en maîtrisant pas précisément leurs coûts pour les raisons exposées ci-dessus. Il est par ailleurs indispensable que le Conseil administratif accorde un soutien politique particulier pour faire voter le crédit de réalisation sur le siège par le Conseil municipal tout en sollicitant un traitement prioritaire des requêtes en autorisations par les instances cantonales. Ce n'est qu'à ces conditions que la Ville de Genève sera en mesure de répondre aux besoins scolaires et parascolaires.

## **3. Poursuite des démarches**

Il reste à rappeler que cette première phase devra être suivie par la mise à jour du plan stratégique qui permettra de répondre aux besoins jusqu'en 2027. La phase II comprendra la suite du programme d'implantation des pavillons provisoires ainsi que la transformation de surfaces du parc des écoles en locaux parascolaires (11 appartements de concierge, 1 réfectoire à Le Corbusier et 1 réfectoire / locaux parascolaire dans la Ferme annexe de l'école De Budé).



Pour conclure, la Ville de Genève doit pouvoir répondre à cette obligation légale, c'est pour cette raison que nous demandons au Conseil administratif de rendre prioritaire ce projet d'implantation de pavillons provisoires en connaissant les risques financiers, calendaires et qualitatifs induits, dans le planning du Plan Financier d'Investissement et de lui accorder les montants d'investissement nécessaires à leur réalisation.

Pour mener à bien cette réalisation, dans le cas où cette politique serait priorisée, un effort humain et financier sera nécessaire dans les services impliqués.

## **PROJET DE DÉCISION**

**Le Conseil après avoir pris connaissance de la note de Mmes Kitsos et Perler, du 22 juillet 2020, sur l'implantation de pavillons scolaires et parascolaires phase I, valide le scénario proposé.**

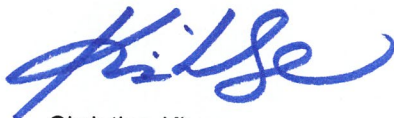
**Il prend acte de l'urgence de la situation et accepte de donner la priorité à ces besoins.**

**Il charge les services compétents de déposer dans les plus brefs délais les demandes de crédit nécessaires.**

**Il attend également une note complémentaire, phase II, permettant de couvrir l'entier des besoins scolaires et parascolaires jusqu'en 2027.**

**Enfin, le Service des écoles présentera une note sur les conséquences organisationnelles et budgétaires des augmentations des effectifs scolaires et parascolaires.**

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Madame la Conseillère administrative, Monsieur le Conseiller administratif, à l'assurance de notre considération distinguée.



Christina Kitsos



Frédérique Perler

Annexes : carte des secteurs scolaires et plans de situations des pavillons scolaires.

Diffusion : 5 CA, 2 SG